

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PATRICK TUBERT (Société)
52 route de Bages, lieu-dit "Mas Tubert"
66200 Elne

Références : 2025-103-PUB

Code AIOT : 0006604788

Pièce jointe :

- une planche photographique

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement PATRICK TUBERT implanté lieu-dit « Sacré Coeur » à Elne (66200). Cette inspection a été réalisée de manière inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette visite d'inspection a été réalisée à la suite de deux signalements concomitants pour des nuisances liées à des retombées de poussières et des nuisances olfactives, reçus à peu de temps d'intervalle.

Le premier de ces signalements a été reçu par Monsieur le Directeur du cabinet de Monsieur le Préfet le 05/06/2025 en fin de journée. Il s'agissait d'un signalement de gens du voyage installés sur l'aire de grands voyageurs implantée sur le territoire de la commune de Saint-Cyprien, et dont l'emprise aurait été récemment étendue. Les gens du voyage s'inquiétaient de l'apparition de poussières sur les pare-brises de leurs véhicules et, craignant que celles-ci soient nocives pour leur santé, demandaient à Monsieur le Préfet de leur mettre à disposition une autre aire de grands

voyageurs pour s'y installer.

Le second de ces signalements a été fait à l'inspection des installations classées par téléphone, dans la matinée du 06/06/2025, par les propriétaires du Mas Noell situé chemin de Charlemagne à Saint-Cyprien. Les propriétaires de ce Mas signalaient à l'inspection des installations classées avoir constaté, comme les gens du voyage, la présence de poussières sur les pare-brises de leurs véhicules mais également des nuisances olfactives qu'ils attribuaient, au moins pour ces dernières, au fonctionnement du centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT. À vol d'oiseau, le Mas Noell se trouve à un peu plus de 275 mètres de la limite Sud-Sud-Est de l'établissement de la société PATRICK TUBERT.

L'aire de grands voyageurs implantée sur le territoire de la commune de Saint-Cyprien est située à proximité immédiate du centre de tri de déchets non dangereux de la société PATRICK TUBERT.

Selon les informations dont disposait l'inspection des installations classées avant le contrôle, Monsieur le Maire de la commune de Saint-Cyprien aurait également contacté Monsieur le Directeur du Cabinet de Monsieur le Préfet pour l'informer avoir constaté les mêmes nuisances (poussière et odeurs) sur une partie de sa commune et qu'il allait déposer une plainte contre la société PATRICK TUBERT qu'il considérerait responsable de ces nuisances.

Dans la matinée du 06/06/2025, l'inspection des installations classées a contacté par téléphone la société PATRICK TUBERT ainsi que la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT, dont la plateforme de compostage est limitrophe du centre de tri de déchets non dangereux de la société PATRICK TUBERT, et qui est également susceptible de générer les nuisances évoquées dans les signalements. L'objet de cette prise de contact était de savoir si l'une de ces sociétés avait connu des dysfonctionnements ou une charge de travail exceptionnelle sur leurs installations pouvant, en partie, expliquer les nuisances rapportées.

À la lecture du courriel de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT, reçu le même jour à 15h17, mentionnant sa faible activité et, en particulier, l'absence d'opérations extérieures de broyages aux dates des signalements, l'inspection des installations classées a écarté le fait qu'elle puisse être à l'origine des nuisances rapportées.

Dans son courriel de réponse, reçu le même jour à 13h01, la société PATRICK TUBERT a fait part à l'inspection des installations classées des éléments synthétisés ci-dessous.

S'agissant du signalement d'odeurs, pouvant provenir de son activité de déconditionnement de biodéchets, la société PATRICK TUBERT indique :

- qu'aucun incident olfactif n'a été constaté ;
- que le système de brumisation d'un neutralisant d'odeurs mis en place fonctionne normalement et fait l'objet de contrôles réguliers par ses équipes ;
- qu'aucun apport inhabituel ou exceptionnel de biodéchets n'a récemment été enregistré ;
- qu'aucun signalement n'a été fait par d'autres riverains ou des usagers/clients de son établissement ;
- que les conditions météorologiques ne moment ne sont pas propices à la stagnation des odeurs ;
- qu'elle reste néanmoins vigilante, et poursuivait une surveillance active afin d'anticiper toute évolution.

Concernant les signalements de poussières, la société PATRICK TUBERT indique :

- qu'au moment de l'appel téléphonique de l'inspection des installations classées, le Président et le Gérant de la société étaient en réunion sur le centre de tri avec deux représentants de la communauté des gens du voyage et des responsables de la mairie de Saint-Cyprien.
- qu'elle avait été alertée par appel téléphonique du Directeur de la communauté de communes Sud Roussillon, reçu le jour même, d'une plainte émanant de gens du voyage installé sur la parcelle adjacente à son établissement et que cette plainte concernait la présence supposée de poussières déposées sur plusieurs caravanes ;
- qu'en réponse, le Président et le Gérant de la société ainsi que le responsable du centre de tri de déchets non dangereux se sont immédiatement rendus sur place afin de constater les faits et échanger avec les personnes présentes ;
- que le Président et le Gérant de la société ainsi que le responsable du centre de tri de déchets non dangereux ont été surpris du nombre de caravanes stationnées sur l'aire de grand voyageur et de constater qu'un groupe de gens du voyage s'était installé depuis environ trois jours, en limite immédiate de son établissement ;
- qu'elle avait constaté que les véhicules impactés par les retombées de poussière étaient tous garés à proximité directe de cette limite ;
- qu'au cours des échanges, il lui a été indiqué que ce groupe devait initialement rejoindre l'aire d'Argelès-sur-Mer, devenue inopérante, et qu'un placement temporaire en urgence avait été effectué sur cette aire, sans qu'elle en ait été informée ;
- que ce rapprochement physique des installations est un changement significatif.

Concernant son activité susceptible de générer des émissions de poussières dans l'atmosphère, la société PATRICK TUBERT indique :

- avoir procédé le matin du 06/06/2025 une opération de broyage de déchets de produits rembourrés (fauteuils, chaises, literie...) issus de déchèteries, débutée vers 6h00 et arrêtée dès 8h00 suite à l'appel téléphonique du Directeur de la communauté de communes Sud Roussillon ;
- avoir pulvérisé une solution moussante dans la chambre de broyage du broyeur, afin de fixer les particules s'y trouvant encore et ainsi limiter leur envol.
- n'avoir noté aucune évolution par rapport au mode de fonctionnement habituel pour cette activité : mêmes équipements, mêmes opérateurs et mêmes horaires ;

Enfin dans son courriel, la société PATRICK TUBERT soulignait :

- que depuis 2006, l'aire de grands voyageurs était implanté sur les parcelles cadastrées 0435 et 0436, section AN, de la commune de Saint-Cyprien [*emprise de l'aire de grands voyageurs de Saint-Cyprien telle que connue par l'inspection des installations classées*] et que, dans cette configuration et jusqu'alors, il n'y avait jamais eu de problèmes de cohabitation entre la société et les gens du voyage, ni de signalement de nuisances par ces personnes ;
- qu'en 2023, un projet d'extension de cette aire aux parcelles cadastrales n° 120, 122, 125, 411, 412 et 413, section AN, de la commune de Saint-Cyprien avait été évoqué par la communauté de communes Sud Roussillon, visant à permettre l'accueil de jusqu'à 200 caravanes ;
- qu'à cette occasion elle avait alors exprimé ses réserves auprès de Monsieur le Maire de Saint-Cyprien, des représentants de la communauté de communes Sud Roussillon, de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et de la préfecture ;
- qu'à l'issue des échanges avec ces personnes, il avait été convenu que la parcelle cadastrale n° 125, section AN, de la commune de Saint-Cyprien lui soit en partie rétrocédée et qu'une zone boisée tampon de 70 mètres serait conservée pour préserver une distance suffisante avec son centre de tri de déchets non dangereux pour limiter les risques de nuisances ;

- que cependant, depuis cette dernière réunion, elle n'avait reçu aucune information complémentaire sur ce projet ni sur le nouvel aménagement de l'aire actuelle.

L'inspection des installations classées a toutefois décidé de diligenter un contrôle inopiné dans l'établissement de la société TUBERT le 10/06/2025, le 09/06/2025 étant un jour férié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centre de tri de déchets non dangereux exploité par la société PATRICK TUBERT
- Transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets inertes
- Chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons", parcelles cadastrales AL0191 et AL0193, 66200 Elne
- Code AIOT : 0006604788
- Régime : Autorisation

La société PATRICK TUBERT représente aujourd'hui, dans le département des Pyrénées-Orientales, un acteur local majeur dans le domaine de la gestion des déchets des collectivités et des professionnels.

À l'origine, Patrick TUBERT, fondateur de la société PATRICK TUBERT était agriculteur. Insatisfait de la qualité des composts proposés sur le marché, il décide de créer son propre compost. En 1993, il crée l'entreprise PATRICK TUBERT, s'équipe de véhicules de transport et d'engins de chantier, et se lance dans la commercialisation du compost issue de sa formulation. Cette première installation est implantée lieu-dit « Sacré Coeur » à Elne. Par la suite, la société PATRICK TUBERT y développera également une activité de valorisation de déchets de bois et une activité de transit de digestats liquides¹.

Devant le succès remporté par son compost, en 2013, la société PATRICK TUBERT diversifie ses activités et crée, toujours à Elne (lieu-dit « Els Mossellons »), chemin de Charlemagne, une déchèterie professionnelle composée d'un centre de tri, d'une installation de broyage de déchets et d'une installation de mise en balles. Cette déchèterie avait été initialement créée dans le but de réceptionner les déchets des professionnels (issus des chantiers du secteur du bâtiment et des travaux public et des déchets banals en mélange), puis de trier et broyer ces déchets en vue de les valoriser ou de les éliminer dans des filières adaptées. Le démarrage difficile de cette nouvelle installation a contraint la société PATRICK TUBERT à repenser ses installations afin de pouvoir y réceptionner les déchets de tout-venant des déchèteries destinées aux particuliers et gérées par des collectivités. Ces nouveaux déchets sont triés pour être valorisés et leur part non valorisable est dirigée vers l'unité d'incinération des ordures ménagères et des DASRIA² de Calce.

Par la suite, la société PATRICK TUBERT a développé deux nouvelles activités dans sa déchèterie :

- en 2019, avec la dépollution, le démontage et le découpage de bateaux (de plaisance ou de sport) hors d'usage ;
- en 2020, avec la collecte et le traitement de biodéchets, issus des entreprises de la zone Grand Saint-Charles, de la grande distribution ou de restaurateurs.

En novembre 2022, la société PATRICK TUBERT a déposé un dossier de demande d'autorisation

1 Les digestats sont des résidus issus du processus de méthanisation (digestion anaérobie) de matières organiques naturelles ou de produits résiduels organiques (PRO) ; l'autre produit étant le biogaz. C'est une matière (solide ou liquide pâteuse) qui représente entre 70 et 80 % de la masse introduite dans le digesteur et qui est composée d'éléments organiques non minéralisés et de minéraux.

2 Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

environnementale, dans le cadre d'un projet visant :

- à mécaniser le tri des déchets – une des deux chaînes de tri projetées sera dédiée exclusivement à la séparation des déchets alors que la seconde sera spécifique à la fabrication de composés solides de récupération (CSR) ;
- à augmenter sa capacité de traitement des biodéchets, qui sera portée de 9 t/j à 60 t/j ;
- à régulariser la situation administrative de ses activités de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux qu'elle a étendues irrégulièrement sur les parcelles cadastrales n° 0051 et 0052, section AL, de la commune d'Elne.

Cette autorisation environnementale a été accordée à la société PATRICK TUBERT par arrêté préfectoral du 13/08/2024¹, moyennant un ajournement de la décision de l'autorité préfectorale pour la régularisation d'activités étendues irrégulièrement sur les parcelles cadastrales n° 51 et 52, section AL, de la commune d'Elne, sans imposer de suspension de ces activités, jusqu'à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec l'exercice de celles-ci.

L'enquête publique relative au projet de modification des documents d'urbanisme de la commune d'Elne se déroulera du 01/07 au 01/08/2025².

À la suite d'un contrôle inopiné réalisé le 24/08/2024, l'inspection des installations classées constatait que la société PATRICK TUBERT avait étendu, une nouvelle fois, son activité de transit de déchets non dangereux (et plus particulièrement de déchets d'ameublement) sans porter préalablement celle-ci à la connaissance de Monsieur le Préfet, comme l'exige de Code de l'environnement.

En conséquence, sur proposition de l'inspection des installations classées Monsieur le Préfet a mis en demeure, par arrêté préfectoral du 04/11/2024³, la société PATRICK TUBERT de régulariser cette nouvelle extension sous un délai de 6 mois, sans suspension d'activité.

Cette nouvelle extension portait sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne, également incompatible avec l'exercice d'une activité classée pour la protection de l'environnement au regard des documents d'urbanisme de la commune d'Elne.

La mise en compatibilité de cette parcelle cadastrale avec l'activité qu'y exerce actuellement la société PATRICK TUBERT faisant partie du projet de modification des documents d'urbanisme de la commune d'Elne qui sera présenté à l'enquête publique qui se déroulera du 01/07 au 01/08/2025, cette dernière extension ne pourra être régularisée qu'à l'issue de la procédure d'urbanisme en cours.

En définitive à la date du contrôle, le centre de tri de déchets non dangereux de la société PATRICK TUBERT était autorisé pour les activités visées par les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les conditions précisées dans le tableau ci-dessous :

1 Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226-0002 du 13 août 2024 autorisant la société PATRICK TUBERT à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons »

2 Arrêté [de Monsieur le Maire de la commune d'Elne] n° ARR2025-032 du 6 juin 2025 [portant sur l']Organisation d'une enquête publique pour la révision allégée n° 1 du plan local d'urbanisme

3 Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2004 226-002 du 4 novembre 2024 mettant en demeure la société PATRICK TUBERT de régulariser la situation administrative de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux qu'elle exerce sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » sur le territoire de la commune d'Elne, et prescrivant à cette société, le cas échéant, la réalisation d'un audit réglementaire

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2783-1	<p>Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique</p> <p>La quantité de biodéchets déconditionnés étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 30 t/j ;</p>	<p>Un déconditionneur de biodéchets triés à la source.</p> <p>La quantité maximale de biodéchets pouvant être déconditionnés n'excède pas : 60 t/j.</p>	E
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p><u>1 ligne de préparation à la valorisation de déchets non dangereux :</u></p> <p>Broyeur fixe : 125 t/j.</p> <p><u>1 ligne de préparation de combustibles solides de Recyclage :</u></p> <p>Granulateur : 55 t/j.</p> <p>Capacité totale de traitement : 180 t/j.</p>	A
2710-2.a	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m³</p>	<p>Flux apportés directement par les professionnels (flux en mélange et flux triés dans les box et en zone de pré-tri y compris flux déchets d'éléments d'ameublement).</p> <p>Volume maximal : 2 800 m³.</p>	E
2712-3.b	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :</p> <p>3. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du Code de l'Environnement</p> <p>b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage</p>	<p>Activités de dépollution, démontage ou découpage de bateaux hors d'usage comportant zone d'entreposage d'une surface inférieure à 150 m².</p>	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Déchets triés de papier/carton, plastique, bois, fractions ligneuses des déchets végétaux, pneus, apportés directement ou non par leur producteur initial pour regroupement, tri, transit et préparation en vue de leur valorisation ; Balles plastiques/cartons</p> <p>Capacité maximale : 2 000 m³</p>	E
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Déchets en mélange, déchets verts, plâtre, biodéchets pré-triés apportés directement ou non par leur producteur initial pour regroupement, tri, transit et préparation en vue de leur valorisation ; Refus de tri ; Pré-CSR et CSR fabriqués.</p> <p>Capacité maximale : 2 200 m³</p>	E
2710-1.b	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t</p>	<p>Déchets d'amiante lié en transit/regroupement apportés par les producteurs initiaux dans un box dédié de 40 m².</p> <p>La quantité maximale de déchets est inférieure à : 7 t.</p>	DC
2713-2	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².</p>	<p>Bennes et box intérieurs et extérieurs de stockage de métaux et déchets de métaux non dangereux.</p> <p>La surface n'excède pas : 300 m².</p>	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Transit, regroupement, tri de gravats et déchets non dangereux inertes ; matériaux minéraux issus de la ligne de préparation pour valorisation. La superficie de l'aire de transit n'excède pas : 400 m².	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 250 m ³	Transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de verre (verre feuilleté, verre blanc). Le volume maximal des déchets n'excède pas 45 m³.	NC
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : [...] - Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération	Flux de déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération et passant par une étape de traitement par broyeur et/ou granulateur : 68 t/j.	NC

* A = autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique, NC = non classé.

Pour la suite du rapport, l'inspection des installations classées rappelle :

1°) que les installations classées pour la protection de l'environnement sont, par définition qui en est donnée à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement :

[...] des installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2°) que le centre de tri de déchets non dangereux de la société PATRICK TUBERT est implanté dans un secteur dans lequel sont implantées 2 autres installations classées pour la protection de l'environnement (la plateforme de compostage de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT et la station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes de la société PULL FRANCIS) ainsi qu'une station de traitement des eaux urbaines (**la photographie aérienne annotée et fournie ci-après, permet de mieux apprécier la configuration de la zone**) ;

3°) que le contrôle du 10/06/2025 a été réalisé dans le cadre de l’instruction de plaintes pour des poussières et des nuisances olfactives et qu’il n’a pas porté sur la vérification de la régularisation des extensions d’activités réalisées irrégulièrement par la société PATRICK TUBERT, sur les parcelles cadastrales n° 0042, 0051, 0052, section AL, de la commune d’Elne, car le projet de modification du plan local d’urbanisme de la commune d’Elne qui devrait pouvoir permettre cette régularisation sera présenté à l’enquête publique qui se déroulera du 01/07 au 01/08/2025 ;

Photographie aérienne de la zone



Thème de l'inspection :

- instruction de deux plaintes

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**Bilan hors constats**

Le jour du contrôle, en début d'après-midi, l'inspection des installations classées s'est rendue dans le centre de tri de déchets non dangereux de la société PATRICK TUBERT. L'activité de broyage de déchets de produits rembourrés d'ameublement susceptible d'avoir occasionné les émissions de poussières rapportées par les plaignants était à l'arrêt. L'inspection des installations classées a pu constater que le broyeur utilisé pour cette activité était installé sur la parcelle cadastrale n° 0042,

section AL, de la commune d'Elne, au sein d'une structure en forme de « U » réalisés en bloc de béton (type Léo) sur une hauteur d'environ 4 m (*Cf. photographie en annexe du présent rapport*). L'inspection des installations classées a également constaté que le broyeur était de conception moderne permettant notamment son contrôle via une télécommande sans fil, utilisée par le conducteur de la chargeuse l'alimentant en déchets de produits rembourrés à broyer. L'opérateur a, ainsi, depuis la cabine de la chargeuse accès à la plupart des commandes du broyeur et peut notamment régler la hauteur de chute des broyats en sortie du broyeur afin de limiter les envols de poussières, sans quitter son engin de chantier.

À la demande de l'inspection des installations classées l'exploitant a remis en fonctionnement le broyeur et l'a alimenté en déchets de produits rembourrés d'ameublement. L'inspection des installations classées souhaitait vérifier si cette activité pouvait être à l'origine des émissions de poussières rapportées par les plaignants et, le cas échéant, apprécier la quantité de poussières émises par cette activité.

En conclusion, hauteur de chute des broyats réglée au minimum permis par le broyeur, et par très faible vent, l'inspection des installations classées a constaté que la quantité de poussières émises par le broyeur était significative mais que ces poussières retombaient à l'intérieur de la structure en béton en forme de « U », évoquée supra.

Au regard de ces constats, l'inspection des installations classées, et plus précisément l'inspecteur de l'environnement ayant procédé au contrôle du 10/06/2025, a considéré que, **dans les conditions de l'essai, et notamment de faible vent**, la société PATRICK TUBERT pouvait poursuivre son activité de broyage de déchets de produits rembourrés d'ameublement. Toutefois l'inspection des installations classées a fait part de ses doutes à l'exploitant concernant l'efficacité du dispositif physique (structure en béton en forme de « U ») mis en place, en cas de fort vent. Bien que l'orientation de cette structure s'oppose aux sens des deux vents dominants dans les Pyrénées-Orientales (Le Marin et La Tramontane) l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'elle craignait qu'en cas de fort vent (quel qu'il soit) celui-ci s'engouffre dans la structure et pousse les poussières au-delà de celle-ci, voire au-delà du périmètre autorisé et étendu irrégulièrement de son établissement.

En réponse, la société PATRICK TUBERT a indiqué à l'inspection des installations classées qu'elle allait étudier la mise en place de mesures supplémentaires pour limiter encore plus les émissions de poussières liées à cette activité. La société PATRICK TUBERT a notamment évoqué les pistes d'étude suivantes :

- injecter une solution mousseuse (à l'entrée et/ou à la sortie du broyeur) – un procédé relativement onéreux au regard du prix du litre du produit moussant ;
- rehausser d'un ou deux blocs de béton la structure en « U » dans laquelle l'activité de broyage de déchets de produits rembourrés d'ameublement est réalisée.

En considération des broyeurs et concasseurs de matériaux – dont le fonctionnement génère d'importantes poussières – qu'elle a pu observer sur des carrières, et pour lesquelles elle a pu apprécier l'efficacité des mesures mises en place par leur exploitant pour en limiter les émissions à l'atmosphère, l'inspection des installations classées a invité la société PATRICK TUBERT à ne pas écarter l'étude des dispositifs et de leur efficacité, suivants :

- un système de brumisation d'eau installé à l'entrée et/ou la sortie du broyeur (moins coûteux que le produit moussant) ;
- une jupe ou un dispositif équivalent installée en sortie du tapis roulant du broyeur.

Les gens du voyage ayant quitté l'aire de grands voyageurs située à proximité immédiate de l'établissement PATRICK TUBERT, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier que les

nuisances signalées par ces personnes étaient avérées. Dans tous les cas, sur au moins l'une des photographies transmises par Monsieur le directeur de Cabinet du Préfet à l'inspection des installations classées a constaté que plusieurs véhicules des gens du voyage étaient stationnés et accolés au merlon de terre de plus de 4 m de haut érigé par la société PATRICK TUBERT pour délimiter la partie Est du périmètre de son établissement et limiter les nuisances de celui-ci.

Ce constat fait apparaître :

- que la superficie de l'aire de grands voyageurs de Saint-Cyprien semble avoir été étendue par rapport à celle historique (connue de l'inspection des installations classées) ;
- qu'en pareille proximité, la moindre émission de poussières, odeurs, bruits ou vibration peut constituer une nuisance pour au moins une partie de ces gens du voyage. Pour rappel, la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement n'impose en aucun cas à un exploitant que ses installations ne génèrent aucun rejet ou émission dans l'environnement mais seulement d'en réduire au maximum les nuisances dans la limite permise par la technologie et dans des conditions économiquement acceptables ;

Ainsi, le bien fondé de la plainte formée par les gens du voyage pourrait être, au moins en partie, remis en cause, dès lors qu'ils n'auraient pas dû stationner leurs véhicules aussi près de la limite de propriété de l'établissement PATRICK TUBERT.

Immédiatement à l'issue de son contrôle dans l'établissement de la société PATRICK TUBERT, l'inspection des installations classées s'est rendue au Mas Noell pour y rencontrer ses propriétaires.

À son arrivée sur le site, l'inspection des installations classées :

- n'a constaté aucune retombée ou trace de poussières (alors que le broyeur de déchets de produits rembourrés d'ameublement de la société PATRICK TUBERT était en fonctionnement) ;
- n'a perçu aucune odeur faible, moyenne ou forte ;

pouvant être attribuée au fonctionnement des activités de la société PATRICK TUBERT.

Les propriétaires du Mas Noell ont indiqué à l'inspection des installations classées que les véhicules sur les pare-brises desquels on pouvait apercevoir les poussières objet de leur signalement avaient été depuis nettoyés. Les propriétaires du Mas Noell ont également fait part à l'inspection des installations classées de nuisances sonores répétées et provenant de l'établissement de la société PATRICK TUBERT avant 7 heures du matin voire plus tôt encore. Ces nuisances avaient déjà été signalées à l'inspection des installations classées par les propriétaires du Mas Noell, lors d'un précédent contrôle. L'inspection des installations classées leur a indiqué que réglementairement rien n'interdisait à la société PATRICK TUBERT de commencer ses activités avant 7 heures du matin, à condition qu'elle respecte les valeurs limites d'émission sonores fixées par la réglementation. Indépendamment de ce signalement, la société PATRICK TUBERT ayant déjà programmé une mesure de bruit dans l'environnement, l'inspection des installations classées lui a demandé de réaliser celle-ci avant 7 heures du matin et en condition de fonctionnement normale de ses activités.

Enfin, lorsque l'inspection des installations classées a quitté le Mas Noell, elle a constaté qu'il n'y avait toujours pas de poussières sur le pare-brise de son véhicule. Pour rappel, le broyage de déchets de produits rembourrés d'ameublement avait repris et était en cours dans l'établissement de la société PATRICK TUBERT.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
5	Mesures de limitation des odeurs	Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 9.9.8.2	Demande d'actions correctives	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 04/11/2024, article 2	Sans objet
2	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Sans objet
3	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	Sans objet
4	Mesures de limitation des odeurs	Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 9.9.8.1	Sans objet
6	Mesure d'odeurs dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 9.9.8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 10/06/2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT ne respectait pas les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/11/2024 lui imposant de régulariser la situation des activités qu'elle avait étendues irrégulièrement à la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne.

Cependant, l'inspection des installations classées rappelle que lors de la notification de cet arrêté à la société PATRICK TUBERT celle-ci avait indiqué à Monsieur le Préfet :

- qu'elle retenait la voie du dépôt d'un porter-à-connaissance pour la régulariser,
- que ce mode de régularisation était conditionné par la mise en compatibilité de la parcelle susmentionnée avec ses activités au regard des documents d'urbanisme de la commune d'Elne.

Le projet de révision, en ce sens, du plan local d'urbanisme de la commune d'Elne sera présenté à l'enquête publique du 01/07 au 01/08/2025. Par conséquent, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet d'attendre l'issue de la procédure de révision du PLU de la commune d'Elne, avant de lui soumettre un arrêté préfectoral de suppression des activités que la société PATRICK TUBERT exerce sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne, dans le cas où leur régularisation ne serait pas possible à l'issue de la procédure d'urbanisme en cours.

Dans l'attente, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet d'adresser de suites préfectorales à la société PATRICK TUBERT afin :

- de l'informer de ce qui précède ;
- qu'elle engage, sous 15 jours, des actions correctives pour respecter strictement les prescriptions préfectorales applicables à la gestion des biodéchets dans son établissement (les opérations de tri et préparation de ces déchets doivent être obligatoirement réalisées dans le box couvert à cet effet, pour limiter au maximum les nuisances olfactives) ;
- de lui indiquer les mesures qu'elle avait mises en œuvre pour renforcer les mesures déjà en place pour limiter encore plus ses émissions de poussières lors des opérations de broyage de déchets de produits rembourrés d'ameublement ;
- de lui demander de transmettre, sous 1 mois, à l'inspection des installations classées les résultats de la mesure de bruit qu'elle avait de toute façon prévue de réaliser ;
- de lui rappeler qu'elle doit transmettre à l'inspection des installations classées un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement avant le 15/09/2025 ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2024, article 2
Thème(s) : Autre, Respect des prescriptions de l'AM du 06/06/2018
Prescription contrôlée : Dans l'attente de la régularisation administrative de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux exercée sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne, l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel de 6 juin 2018 susvisé. Dans le cas où il choisit de retenir la première des options mentionnées à l'article 1 ^{er} du présent arrêté (envoi d'un porter à connaissance à Monsieur le Préfet), l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai n'excédant pas 1 mois, un rapport établi par un organisme extérieur compétent en environnement : <ul style="list-style-type: none">- démontrant qu'il respecte en particulier les dispositions de l'article 9-I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé relatives aux moyens de lutte contre incendie, notamment pour ce qui concerne le dimensionnement des réserves d'eau, du débit d'extinction et les moyens de mise en œuvre, en tenant compte des effets dominos ;- analysant et proposant les mesures complémentaires à mettre en œuvre concernant la détection et la surveillance, la mise en place de rondes, les procédures de défaut de tri, afin de tenir compte de la vulnérabilité du site.
Constats : Dans son courrier du 08/10/2024, la société PATRICK TUBERT indiquait à Monsieur le Préfet : « <i>Nous avons d'ores et déjà mis en place des mesures conservatoires nécessaires pour assurer la sécurité du site. Notamment en matière de prévention des risques d'incendie, conformément aux exigences mentionnées dans votre courrier</i> ». Par suite, le 21/11/2024, comme cela lui était imposé, la société PATRICK TUBERT a fait réaliser, par le bureau d'études indépendant NGE, compétent en environnement, un audit afin de vérifier que les activités qu'elle avait étendues à parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne respectait les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. La société PATRICK TUBERT a transmis le rapport de cet audit à l'inspection des installations classées par courriel du 04/12/2024, soit dans le délai de tout juste un peu moins d'un mois qui lui était imposé (en tenant compte de la date à laquelle l'arrêté de mise en demeure signé le 04/11/2024 lui a été notifié par courrier).

Ce rapport mettait en évidence que la société PATRICK TUBERT :

- respectait l'essentiel des prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 pour les activités qu'elle avait étendues à la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne ;
- surpassait les attentes réglementaires (installation de caméras thermiques, rondes de surveillance, surdimensionnement des réserves d'eau) concernant les prescriptions relatives à la sécurité incendie définies dans cet arrêté ministériel – cette réaction de la société PATRICK TUBERT fait écho aux 3 départs d'incendie survenus en 2024 dans son centre de tri de déchets non dangereux. La société PATRICK TUBERT ayant développé une véritable ultra vigilance vis-à-vis de ce risque, elle a étendu plusieurs des mesures qu'elle a mises en place dans son centre de tri d'Elne à l'ensemble de ses implantations ;
- devait mettre en place quelques mesures additionnelles pour satisfaire pleinement à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Lors du contrôle du 10/06/2025, l'inspection des installations classées a pu constater que la société PATRICK TUBERT avait mis en place la plupart de ces mesures, dont le reliquat sera traité dans le porter-à-connaissance qu'elle prévoit d'adresser à Monsieur le Préfet pour régulariser l'extension d'activités réalisée sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne (ces derniers ajustements concernent la mise à jour du plan d'ensemble de l'établissement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV

Thème(s) : Autre, Contrôle de la hauteur d'entreposage

Prescription contrôlée :

[...]La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.[...]

Constats : Lors du contrôle du 10/06/2025, l'inspection des installations classées constate que la hauteur des déchets non dangereux de produits rembourrés (matelas, coussins, mousses, etc.) entreposés sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne et en attente de broyage ne dépassaient pas 5 m (**Cf. photographies en annexes**).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22

Thème(s) : Autre, Mesures de limitation des risques d'envols et poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; [...]

Constats : *[Les prescriptions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 s'appliquent à l'activité de transit, tri, regroupement ou préparation de déchets non dangereux non inertes]*

<p>L'inspection des installations classées constate que les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules de l'établissement sont dans un état de propreté satisfaisant. L'inspection des installations classées n'a observé aucune salissure sur le chemin de Charlemagne. Lors du contrôle aucun chargement de déchets non dangereux de produits rembourrés n'a quitté l'établissement. Par conséquent, l'inspection des installations classées n'a pas pu constater si les camions utilisés pour transporter ces déchets en dehors de l'établissement pour valorisation quittaient l'établissement bennes fermées, bâchées ou munies de filets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures de limitation des odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 9.9.8.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures de limitation spécifiques aux biodéchets</p>
<p>Prescription contrôlée : Dispositions générales Les installations sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, tant au niveau de la réception, de l'entreposage ou du transfert des matières entrantes, qu'à celui du procédé de déconditionnement et qu'à celui de l'entreposage des matières issues de ce procédé, notamment la pulpe organique. A cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les contenants de biodéchets susceptibles de générer des jus sont étanches ; [...] - toutes mesures sont prises par l'exploitant pour contenir les émanations d'odeurs à l'intérieur de son établissement ; [...] - l'entreposage de la pulpe organique et des éventuelles fractions liquides issues des biodéchets est réalisé dans des cuves ou des fosses étanches fermées ou couvertes.
<p>Constats : L'inspection des installations classées a pu constater que les installations dédiées au déconditionnement de biodéchets répondaient de manière satisfaisante à l'ensemble des dispositions mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures de limitation des odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 9.9.8.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures de limitation spécifiques aux biodéchets</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Mesures techniques Les biodéchets sont réceptionnés et triés à l'intérieur d'un box extérieur couvert et muni d'un rideau permettant de le fermer en dehors des périodes d'activité. À la fin de la journée, aucun biodéchet non traité n'est entreposé en dehors de ce box. [...] Un dispositif de traitement de l'air constitué d'un linéaire de rampe de brumisation d'un neutralisant d'odeur forme une barrière anti-odeur couvre le box de biodéchets, le déconditionneur, le conteneur dans lequel ressuient les emballages encore humides et le bassin n° 1a de l'établissement. L'exploitant s'assure de disposer en permanence de produit neutralisant en quantité suffisante.[...]</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le dispositif de traitement de l'air</p>

était en service mais a fait remarquer à la société PATRICK TUBERT qu'une des buses de ce dispositif semblait obstruée (**Cf. photographies en annexes**). La société a expliqué à l'inspection des installations classées qu'un engin de chantier l'avait accidentellement endommagée en manœuvrant et que son remplacement était en cours.

L'inspection des installations classées a également constaté qu'une partie des biodéchets était en train de subir une première opération de prétraitement (éventrement des sacs contenant des biodéchets en quête d'indésirables susceptibles d'endommager le déconditionneur) en dehors du box extérieur couvert prévu à cet effet (**Cf. photographies en annexes**). Il est rappelé à la société PATRICK TUBERT qu'en dehors du déchargement des biodéchets réceptionnés, permis en dehors de ce box, toutes les autres opérations de manipulation ou prétraitement des biodéchets préalable à leur envoi dans le déconditionneur doivent être réalisées à l'intérieur du box couvert.

Enfin, le jour du contrôle, sur site, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de forte odeur provenant de la zone de déconditionnement des biodéchets.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Délai : 15 jours

N° 6 : Mesure d'odeurs dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 9.9.8.3

Thème(s) : Autre, Contrôle de l'impact olfactif dans l'environnement

Prescription contrôlée :

Dans l'année suivant la date de signature du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement.

Cet état des perceptions olfactives :

- est réalisé durant une période de fonctionnement représentative de l'activité de déconditionnement de biodéchets ;
- comporte a minima un point de mesure en limite :
- de la résidence « L'Odyssée » et du mas « Noell » à Saint-Cyprien ;
- du collège Paul Langevin à Elne ;
- l'intensité des odeurs imputables à l'activité de déconditionnement de biodéchets au niveau de ces points est mesurée selon la norme NF X 43-103.

Le rapport de l'état des perceptions olfactives qualifie (selon la norme NF X 43-103) pour chacun des points de mesure susmentionnés le niveau d'intensité des odeurs imputables à l'activité de déconditionnement de biodéchets. Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réalisation de l'état des perceptions olfactives.

Constats : La société PATRICK TUBERT n'a pas encore fait réaliser d'état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Il lui est toutefois rappelé qu'elle devra transmettre le rapport de cet état à l'inspection des installations classées avant le 15/09/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 10/06/2025 dans le centre de tri de déchets non dangereux que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons", à Elne (66200)



Tas de déchets non dangereux de produits rembourrés broyés



Opération de broyage de déchets non dangereux de produits rembourrés



Opération de broyage de déchets non dangereux de produits rembourrés



Zone de traitement des biodéchets